

Habitat, architecture, urbanisme ; International

Autoproduction

Publié en décembre 2023

AUTEUR(S) **Florinda Amaya / Marcos Colina Lopez****Notices associées :** Professionnel ▪ Habitat participatif ▪ Coopératives ▪ Autogestion ▪ Droit à la ville ▪ Expérimentations urbaines ▪ Community organizing ▪ Community planning ▪ Empowerment**Mots clés :** participation des habitants ▪ international ▪ espace urbain ▪ ville

Définition de l'entrée

Sens 1 : mot composé du préfixe *autós* (soi-même) et du mot latin *productio*, qui évoque un « allongement », une « prolongation », ou bien de *producere*, qui exprime l'idée « d'entraîner vers l'avant ». Il peut signifier produire un objet, une action, une situation ou un système, par soi-même en tant qu'individu ou organisation ou collectif.

Sens 2 : L'autoproduction se réfère aussi plus spécifiquement dans le cadre d'une économie d'échelle locale, familiale et d'urgence, à un processus de fabrication urbaine, d'espaces d'habitations, d'espaces publics et des réseaux de services, pratiqué principalement par ses futur·es habitant·es, occupant des terrains privés et publics et sans l'intervention de l'État ou des acteurs du marché de la promotion immobilière privée.

POUR CITER CET ARTICLE :

Amaya, F, Colina Lopez, M. (2023). Autoproduction. In G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J.-M. Fourniau, G. Gourgues, S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, & J. Zetlaoui-Léger (Éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (2ème édition)*. GIS Démocratie et Participation.
<https://www.dicopart.fr/autoproduction-2023>

Citer

La production de l'habitat en milieu urbain suit de manière générale deux grandes logiques. Elle est d'une part, soutenue par la puissance publique, à travers l'État ou les collectivités territoriales, qui la régulent par des lois ou des documents d'urbanisme, préemptent et subventionnent logements ou des infrastructures et gèrent des services urbains. Elle obéit d'autre part, à celle du marché, par l'intermédiaire de professionnel-les de la promotion immobilière et à travers des échanges directs de biens entre particuliers. Un troisième scénario, relevant d'une « logique de la nécessité » peut se présenter. Il correspond à la situation où des individus entreprennent des actions, de manière indépendante ou organisés en collectif, pour réaliser des morceaux de villes, avec un cycle qui va de l'occupation du sol jusqu'à l'auto-urbanisation (Abramo, 2012 : 36). Ces actions s'affranchissent des documents d'urbanisme et des transactions du marché, mais contribuent de manière

incontestable à l'évolution d'une partie des territoires urbains, en contrepoint de l'avènement de la ville néolibérale. Celles-ci relèvent de démarches « d'autoproduction ». Ces processus, organiques et dynamiques, permettent aux individus de se construire non seulement des espaces, des infrastructures et des services, mais surtout de nouvelles relations sociales face au modèle de la ville hégémonique planifiée, bien qu'elle en fasse incontestablement partie. Ce processus s'inscrit dans un temps long au cours duquel « des territoires et un 'lieu' dans la ville sont collectivement disputés, à la fois géographiquement et symboliquement » (Elorza et Morillo, 2017 : 29).

AUTOPRODUCTION, AUTOCONSTRUCTION ET D'AUTRES MOTS DE LA VILLE

L'autoproduction diffère de l'autoconstruction essentiellement, dans le fait que les habitant·es qui portent ces démarches ne se limitent pas à la construction d'un foyer, mais aussi s'investissent dans la fabrication et la gestion de tout un nombre d'aspects habituellement maîtrisés par la puissance publique et le marché privé dans la ville planifiée. Ils prennent ainsi en charge la gestion des ressources et des services, tels que l'eau, l'électricité, le gaz ou la collecte des déchets au sein des nouveaux quartiers. Ainsi, dans ces morceaux de ville, les habitant·es ne sont pas seulement des constructeur·es/occupant·es, mais font office de promoteur·es locaux (Lovera, 2000 : 69) constituant davantage un marché immobilier dit « informel » (Abramo, 2012).

Il faut aussi distinguer l'autoproduction urbaine conduite dans une logique de nécessité (Abramo, 2003), de démarches menées par des citoyen·nes ayant davantage de ressources. Ces dernières mettent en avant des projets visant une autonomie collective, voire adossée à une contestation sociale et écologique, liés à des mouvements tels que le néo ruralisme ou l'habitat participatif. Cette notice se focalise sur les enjeux de l'autoproduction urbaine pour des citoyen·nes ayant de faibles revenus et étant dans le besoin en matière d'aménagement urbain.

L'autoproduction est un phénomène d'échelle mondiale, avec des situations paradigmatiques. En Turquie où les territoires ainsi aménagés sont appelés « *gecekondu* » (qui signifie « posé la nuit ») constitue un exemple de la capacité d'un groupe de personnes à organiser non seulement une occupation et une construction rapide pendant une nuit, mais aussi à créer des configurations spatiales et modes de vie singuliers (Cankat, 2017). La production rapide et évolutive de la jungle de Calais dans le nord de la France à la fin des années 2010, a révélé la capacité des individus, même sans attachement à un lieu mais de passage, à créer non seulement des foyers, mais aussi et surtout des relations sociales, des actions de résistance et de solidarité (Agier et al., 2018), même dans un temps très limité. Largement présentes dans le continent européen, les communautés Roms se sont établies dans nombre de terrains vagues en produisant de petits morceaux de ville, bien que ségréguées et parfois délogées par la puissance publique. Enfin, dans plusieurs villes d'Amérique latine, l'autoproduction est devenue la forme d'urbanisation « dominante » (Bolivar, 1987 ; UN-habitat, 2022)

L'autoproduction peut permettre de nuancer les nombreuses notions utilisées pour désigner des territoires façonnés par leurs habitant·es dont la plupart mettent en avant leurs caractéristiques les plus négatives. En ce sens, il est important de distinguer les termes qui font référence à des processus (l'autoproduction ou l'autoconstruction) ou à une des conditions des résultats (habitat précaire ou informel). Cette deuxième approche représente la majorité des cas, parmi les « mots de la ville » et dans les milieux professionnels, institutionnels et scientifiques. Ainsi, les villes autoproduites sont souvent qualifiées d'« indignes », « informelles », « populaires », « spontanées », « périphériques », « insalubres », « précaires », « misérables »,

« pauvres », « *subnormales* » (sous-normales), « *irregulares* » (irrégulières) ou « *suburbanizadas* » (sous-urbanisées). Des mots forgés dans des territoires participent à leur désignation, bien que limités à leur contexte géographique et difficiles à traduire (Topalov et al., 2010). Les plus courants sont « bidonville », « squat », « *slum* », « *substandard housing* » (logement sous standard), « *barrios de ranchos* » (ville précaire de taudis), « *colonias* » (colonies), « *clandestinos* » (clandestin), « *cooperativas* » (**coopératives**), « *precarios* » (précaires), « *marginales* » (villes marginales), « *shantytown* » (ville fantôme), « *villas miseria* » (villes de misère), « *favelas* », « *mocambo* », « *invasion* » (occupations), « *barracas* », « *arrabal* », « *tugurio* » (en Colombie), « *musseque* » (à Luanda), « *ashwa'iy* » (en Égypte), « *mahallas* » (en Bulgarie), « *kampung*s » (en Indonésie), « *gecekondu* » (en Turquie)... Ainsi, bien que cette modalité de production de la ville soit devenue inéluctable dans plusieurs pays qui connaissent une crise de l'offre de logements et une explosion démographique sans précédent, elle reste le plus souvent considérée, autant dans le langage que dans les politiques publiques et pour la société, comme une modalité d'émergence de territoires informels associée à un phénomène de paupérisation.

FORMES D'EXPRESSION DÉMOCRATIQUES DE L'AUTOPRODUCTION

Pour l'État, l'existence des quartiers autoproduits serait une transgression. Pour ces derniers ces quartiers ont été produits aux marges des lois et des réglementations urbaines. Or, « ils génèrent en pratique un droit alternatif, un droit d'office parallèle » (Bolivar, 2007 : 300). En effet, dans l'autoproduction, les habitant-es s'emparent des codes locaux, à la fois implicites et explicites, construits entre eux, pour la négociation, la prise de décision et la construction des accords en **autogestion**. Cela est valable pour les processus constructifs, les raccordements à des réseaux urbains, la gestion des services et la gestion des lieux et pour les rapports de convivialité. Dans ce cadre, les habitant-es mettent en œuvre différentes formes d'expression démocratiques par le biais de l'organisation communautaire, qui leur permet de mettre en dialogue les intérêts particuliers d'un groupe et les intérêts collectifs partagés avec d'autres groupes d'acteurs, tels que des gangs, des associations, des leaders communautaires, entre autres. Cette démocratie autoproduite et autogérée s'exprime par des modalités de participation à différentes échelles et configuration, leur permettant d'entamer des négociations en dehors des cadres légaux et normatifs de la ville planifiée. Cela vise à éviter l'expulsion des habitant-es des terres occupées, à mieux maîtriser l'occupation et la répartition des parcelles, pour contenir la violence et les conflits locaux et à avoir accès à certains services. Enfin, ces formes d'organisation leur permettent de faire valoir leur **droit à la ville**, même de manière partielle.

L'autoproduction est un processus non seulement de fabrication urbaine, mais aussi de fabrication de microsociétés politiquement significatives. Par le biais de l'occupation et de la consolidation d'un milieu urbain de manière autonome, les habitant-es mettent en œuvre une pratique émancipatrice vis-à-vis des logiques politiques et urbaines de la puissance publique et le marché immobilier privé. Non seulement ces territoires permettent d'éprouver une démocratie en acte (le fait de prendre de décisions en collectif et sans médiations avec des organismes de l'État), mais aussi de recréer à chaque étape les codes, les règles et les plateformes qui permettent la participation du collectif d'habitant-es dès la discussion jusqu'à la prise de décision. Cela implique aussi la construction d'un savoir de l'autogestion. En contrepartie, l'organisation communautaire comme forme d'exercice politique est aussi marquée par la lutte des pouvoirs avec des agents externes, mais aussi à l'intérieur de l'autoproduction. En effet, ces différents acteurs peuvent ne pas s'accorder quant à leurs positions et leurs intérêts, ce qui génère aussi nombre de conflits à l'intérieur du processus.

L'AUTOPRODUCTION COMME ÉCHANGE DE SAVOIRS

Les démarches d'autoproduction sont caractérisées par la mobilisation d'un ensemble de savoirs et de savoir-faire dès l'installation et jusqu'à la consolidation, en matière de construction, d'usage et de gestion de services. Dans les premières phases du processus d'autoproduction, il s'avère souvent que les habitant·es de ces quartiers sont en bonne partie les mêmes ouvriers qui participent à la fabrication de la ville planifiée (Rosas, 2004). En effet, « les techniques constructives déployées et les résultats bâtis, ont pour origine des savoirs et des pratiques ancestrales qui ont été à l'œuvre dans la fabrication des maisons autochtones, dans celles des maisons de campagne et ses recodifications » (Bolivar, 2007 : 299). Toutefois, ces savoirs forgés à l'intérieur du processus s'hybrident avec ceux d'autres acteurs venant de la ville planifiée, tels que les universitaires, les services techniques de l'État et les membres d'ONG. Ces derniers mettent en œuvre des programmes de formation au sein de ces quartiers pour construire de nouveaux savoirs avec les habitant·es.

Les savoir-faire et les manières de vivre qui se déploient dans ces quartiers font non seulement l'objet d'un vif intérêt mais aussi d'une quête de valorisation de la part de plusieurs enseignant·es-chercheur·ses et d'organismes publics depuis de nombreuses années (Bolivar, 2007 : 308). En ce sens, la participation de ces acteurs aux processus de l'autoproduction semble être l'occasion d'un échange plus approfondi en matière de savoirs et de pratiques. Pour certains chercheurs il serait fondamental « d'analyser l'autoproduction comme une pratique nécessitant d'une complémentarité de savoirs au lieu d'une domination des professionnels de l'urbain ou bien de laisser aux habitant·es à leur sort, ce qui générerait des résultats parfois limités. » (Bolivar, 2007 : 314).

AU-DELÀ DE L'AUTOPRODUCTION

Les interventions de politiques publiques, ainsi que la présence régulière des ONG dans les territoires autoproduits, ont fait de ces quartiers des terrains privilégiés pour des expérimentations urbaines généralement associées à un discours relatif à l'amélioration du cadre de vie des habitant·es. Pour certains de ces programmes et projets, il s'agirait même d'homologuer le caractère urbain de la ville planifiée au sein de ces quartiers marginalisés (Cilento, 2004). Néanmoins, malgré les soutiens ponctuels que ces derniers peuvent apporter, ils ne suffisent pas pour régulariser la situation des habitant·es, qui demeurent temporaires et non propriétaires du sol sur lequel ils se sont installés.

Ces situations semblent également altérer les capacités de fabrication urbaine des habitant·es qui perdent en autonomie face à des dispositifs étrangers qu'ils n'ont pas produits. Une telle hypothèse paraît de plus en plus pertinente à une époque où des démarches proches du community organizing ou du community planning font office d'exemples de « bonnes pratiques » pour la puissance publique et les professionnel·les de l'urbain. Ces dernières semblent faire consensus dans l'idée qu'elles contribueraient à renforcer un sentiment d'identité et un processus d'empowerment chez les habitant·es, grâce à la mise en concurrence de ces « bonnes pratiques », telles les démarches de réhabilitation *in situ* (Deboulet, 2016) ou bien des politiques d'amélioration des quartiers, largement répandues en Amérique latine (Delgadillo, 2014).

L'AUTOPRODUCTION COMME ALTERNATIVE

Au regard d'enjeux démographiques et économiques suscitant une augmentation de la production et de la mise en concurrence de nouveaux logements, de nombreux chercheurs et chercheuses depuis les années 1960, à commencer par John Turner, David Mangin et Teolinda Bolivar – pionnier·es dans la recherche sur l'autoproduction jusqu'à nos jours -, considèrent l'autoproduction comme une alternative aux logiques immobilières de la puissance publique ou à celles du marché. Certains la voient même comme la solution aux limites ou défaillances de ces dernières. Or, appréhender l'autoproduction comme une alternative demanderait de prendre en compte les savoirs et les pratiques des habitant·es en matière de fabrication urbaine qui les développent dans un processus où se forge un droit à la ville urbaine « par le bas ». Ainsi, cela demanderait de considérer ces individus comme des citoyen·nes de pleins droits et pas juste comme des marginaux menant des actions non codifiées ni réglementaires. Il s'agirait aussi de faire valoir la portée de leurs actions en matière de durabilité urbaine, telles que « l'adaptabilité, la flexibilité, les éco-gestes, la prédisposition aux processus à long terme, la complexité et la compacité de (la) structure (des quartiers), ainsi que les exigences éco-citoyennes » (Sosa, 2021 : 193). Enfin, cela impliquerait également la création et la redéfinition de politiques publiques et de cadres normatifs pouvant incorporer les territoires autoproduits d'ores et déjà produits, ainsi que ceux à venir, dans la structure urbaine régulée et permettant de reconnaître l'autoproduction comme une forme de production urbaine durable.

Néanmoins, non seulement les États semblent être incapables d'apporter des solutions pertinentes à la crise du logement à caractère social, mais ils rejettent ces autres modalités de fabrication urbaine, y compris comme complément à leurs politiques, bien que l'autoproduction continue à se développer dans des proportions inédites pour les villes du monde entier. En effet, l'autoproduction pourrait être la modalité de fabrication en milieu urbain suivie par au moins deux milliards de personnes, ce qui représente la moitié de la population urbaine en 2050 selon les projections de l'UN-Habitat (2022).

BIBLIOGRAPHIE

Abramo, Pedro. 2012. « La ciudad com-fusa: mercado y producción de la estructura urbana en las grandes metrópolis latinoamericanas ». *EURE (Santiago)* 38 (114) : 35-69.

Agier, Michel, Yasmine Bouagga, Maël Galisson, Cyrille Hanappe, Mathilde Pette, et Philippe Wannesson. 2018. *La jungle de Calais*. Hors collection. Paris cedex 14 : Presses Universitaires de France.

Bolivar, Teolinda. 1987. « La production du cadre bâti dans les Barrios à Caracas...: un chantier permanent! » Thèse de doctorat en Urbanisme et aménagement, Paris : Paris 12.

———. 2007. « ¿Puede establecerse complementariedad entre el saber profesional y técnico y el saber constructivo popular para habilitar las edificaciones de los barrios? » Dans *1906 - 2006: cien años de política de vivienda en Chile*. Sous la direction de María José Castillo Pascual et Rodrigo Hidalgo, 1. ed, 295-319. Serie Geolibros 10. Santiago, Chile : Universidad Nacional Andrés Bello.

Bouillon, Florence, Martin Olivera, et Darysleida Sosa Valdez. 2023. « Chapitre IV Squat, bidonville, barrio : de la relégation aux émancipations ». Dans *Pratiques d'émancipation urbaine*. Devenirs urbains. Éditions Le

Manuscrit.

Cankat Louet, Aysegül. 2011. « Istanbul, ville multiple: empreintes architecturales et urbaines des communautés, du XIXe au milieu du XXe siècle ». Thèse de doctorat, Paris : Paris 1 - Panthéon Sorbonne.

Cilento, Alfredo. 2004. « Urbanismo: La habilitacion fisica de zonas de barrio. Antecedentes, politicas y actuaciones ». *Urbana*, n° 35 : 13-22.

Deboulet, Agnès, dir. 2016. *Repenser les quartiers précaires*. Etudes de l'AFD 13. Paris : Agence française du développement.

Delgadillo, Victor. 2014. « Urbanismo a la carta: teorías, políticas, programas y otras recetas urbanas para ciudades latinoamericanas ». *Cad. Metrop* 16 (31) : 89-111.

Elorza, Ana Laura, et Ernesto Morillo. 2017. « El territorio urbano en disputa: representaciones y prácticas en procesos de autoproducción del hábitat ». *Conocimientos* 1 (1) : 28-46.

Gouverneur, David. 2015. *Planning and Design for Future Informal Settlements: Shaping the Self-Constructed City*. 1^{re} éd. London : Routledge.

Lovera, Alberto. 2000. « Una nueva optica para entender y actuar en el hábitat popular ». *Tecnologia y construccion* 18 (2) : 69-74.

Mangin, William. 1967. « Latin American Squatter Settlements: A Problem and a Solution ». *Latin American Research Review* 2 (3) : 65-98.

Rosas, Iris. 2004. « La cultura constructiva en los barrios del área metropolitana de Caracas ». Thèse de doctorat, Caracas : Université Centrale du Venezuela, Faculté d'architecture et urbanisme.

Sosa Valdez, Darysleida. 2020. « Autoconstruits, précaires, écologiques ? : enquête sur la durabilité urbaine des barrios à Saint-Domingue ». Thèse de doctorat, Paris : Université Paris Nanterre

———. 2021. « ¿(In) sostenibles? Confrontando la sostenibilidad urbana a los “barrios pobres” dominicanos ». *Revista INVI* 36 (101) : 173-199.

Topalov, Christian, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule, et Brigitte Marin. 2010. *L'Aventure des mots de la ville*. Paris : Bouquins.

Turner, John F. C. 1969. « Uncontrolled urban settlement: Problems and policies; for United Nations Center for Housing, Building and Planning. » Dans *The city in newly developing countries: readings on urbanism and urbanization*. Sous la direction de Gerald Breese, 507-34. Prentice-Hall.

United Nations Human Settlements Program (UN-Habitat). 2022. « Global Action Plan Launch - Accelerating for Transforming Informal Settlements and Slum by 2030 hosted by the Government of South

Africa. »